

ARRÊTÉ
portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société Gérard PARICHE SAS à BOUILLANCOURT-EN-SERY

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu le code des relations entre le public et l'administration;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 29 juin 2011 à la société Gérard PARICHE SAS pour l'exploitation d'une installation de laquage sur verre et de dépolissage de verre à BOUILLANCOURT-EN-SERY et notamment ses articles 3.2.2 et 3.2.3.1;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 22 mai 2024 transmis à l'exploitant par courriel du 1^{er} août 2024 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 3 septembre 2024 reçu le 5 septembre 2024;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 22 mai 2024 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- Absence d'analyse des paramètres débit et vitesse d'éjection sur les 3 conduits de rejets atmosphériques du site (n°1, 2 et 3), ce qui est contraire aux dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2011 précité prévoyant notamment :

	« Installations raccordées	Débit maximal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1	Laveur de gaz	28 200	8
Conduit N°2	Cabines d'application peintures	10 400	8
Conduit N°3	Fours de polymérisation	2 200	8

- Absence d'analyse des valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques du conduit n°1, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2011 précité prévoyant :
« Les rejets issus du laveur de gaz des unités de dépolissage doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :
- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit N°1
Poussières totales	40 mg/Nm ³
NH ₃	50 mg/Nm ³
HCl	30 mg/Nm ³
HF	5 mg/Nm ³ »

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Gérard PARICHE SAS de respecter les dispositions des articles 3.2.2 et 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 juin 2011, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

La société Gérard PARICHE SAS, dont le siège social est situé à BOUILLANCOURT-EN-SERY, « Le Vert Bocage » (80220), est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour les installations qu'elle exploite à BOUILLANCOURT-EN-SERY.

ARTICLE 2. – MESURE DE L'IMPACT DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 juin 2011 qui prévoit notamment que les paramètres suivants soient contrôlés :

	« Installations raccordées	Débit maximal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1	Laveur de gaz	28 200	8
Conduit N°2	Cabines d'application peintures	10 400	8
Conduit N°3	Fours de polymérisation	2 200	8 »

ARTICLE 3. – ANALYSE DES MESURES DE L'IMPACT DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 juin 2011 qui prévoit que : « Les rejets issus du laveur de gaz des unités de dépolissage doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs);
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit N°1
Poussières totales	40 mg/Nm ³
NH ₃	50 mg/Nm ³
HCl	30 mg/Nm ³
HF	5 mg/Nm ³ »

ARTICLE 4. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 5. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier – 80 000 Amiens, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

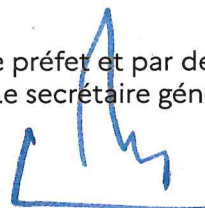
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application «Télérécours citoyen» accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 7. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Gérard PARICHE SAS.

Amiens, le **07 OCT. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Emmanuel MOULARD